

Les communistes dans la majorité ?

LE MONDE | 05.04.1977 à 00h00 • Mis à jour le 05.04.1977 à 00h00

Une nouvelle exigence des communistes vient de rendre un peu plus subtil encore le débat politique en Italie . Désormais, ce n'est pas un simple " accord de programme " que le parti de M. Enrico Berlinguer veut conclure avec la démocratie chrétienne et les autres forces " démocratiques ", mais un " accord politique " en bonne et due forme. Autrement dit, après avoir fait bénéficier de son abstention pendant près de neuf mois le cabinet de M. Andreotti, il exige d'entrer dans la majorité gouvernementale.

Cette demande est aussi une clarification, car on voyait mal comment le P.C.I. pouvait être associé à un programme sans modifier sa manière de voter au Parlement. Elle a été formulée de manière inhabituelle par un éditorial de " l'Unità ", publié le dimanche 3 avril et signé Enrico Berlinguer. Il est très rare que le secrétaire général du parti communiste italien prenne lui-même la plume. Son intervention revêt donc un relief particulier.

Selon M. Berlinguer, la " majorité de l'abstention ", créée en juillet 1976, a fait ses preuves. Mais elle a fait aussi son temps. La situation italienne est arrivée à un tel point de gravité qu'un accord sur un programme " ne peut certainement pas être suffisant ". Il faut donc, dit le dirigeant communiste, " un changement aussi profond que possible dans les rapports entre les partis, dans les rapports entre ceux-ci et le gouvernement, qui aille dans le sens de la solidarité et de la collaboration ". Or l'actuel équilibre politique ne remplit pas ces exigences. " Cette formule a eu une fonction positive, mais aujourd'hui elle est dépassée. Le problème du changement de formule est ouvert. Il doit être résolu aussi vite que possible, sans pour autant donner lieu à des vides politiques improvisés. "

Cette dernière phrase témoigne de l'impatience des communistes, mais aussi de leur désir de ne pas provoquer ce qu'on appelle en Italie " une crise dans le brouillard ". Avant de faire tomber le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti, laisse entendre le secrétaire général du P.C.I., il faudrait qu'un accord, ou un début d'accord, soit trouvé.

La démocratie chrétienne, qui concluait dimanche à Rome une " conférence d'organisation ", a répondu sans tarder : oui à une entente sur un programme, non à un accord politique.

Les deux camps restent donc dans une certaine ambiguïté. Le parti communiste ne dit pas quel type de gouvernement il veut, tandis que la démocratie chrétienne n'explique pas publiquement comment un accord sur le programme ne déboucherait pas sur une nouvelle majorité. Les dirigeants des deux

formations doivent tenir compte des autres petits partis abstentionnistes, qui sont pour la plupart favorables à une entrée du P.C.I. dans la majorité, mais pas à n'importe quelles conditions.

Ils doivent aussi et surtout compter avec leurs propres troupes, assez réservées vis-à-vis d'une formule trop vague pour qu'on puisse savoir à quoi elle conduirait. Cette attitude s'est exprimée nettement dimanche à la conférence démocrate-chrétienne : seul un petit groupe de gauche a réclamé des " rapports ouverts " avec le P.C.I. : tous les autres ont exprimé leur inquiétude ; et les dirigeants se sont posés en médiateurs. Au sein du parti communiste, il n'est pas dit que la perspective d'entrer dans la majorité sans être au poste de commande soulève un fol enthousiasme.

On pense généralement que le sort du gouvernement Andreotti sera scellé au lendemain de Pâques. Il faudra sans doute trouver un compromis - un de plus - entre l'" entente sur le programme " et l'" accord politique ".
